



68ème session de la Commission de la condition de la femme (CSW68)

Déclaration de Cités et Gouvernements Locaux Unis

La mondialisation, l'urbanisation rapide et la financiarisation ont entraîné des **fractures mondiales et territoriales profondément ancrées**, avec des **impacts disproportionnés en fonction du genre**, de la race, de la classe, des capacités, et d'autres formes de discrimination systémique. En outre, la pandémie de COVID-19 a provoqué des **revers sans précédent dans la réduction de la pauvreté**, exacerbés par l'inflation, les impacts des crises climatiques, les conflits et les inégalités croissantes.

Pour faire face à ces crises multiples, il faut s'attaquer aux **structures et aux systèmes de valeurs sous-jacents qui (re)produisent les inégalités** et permettent à des pratiques destructrices de se perpétuer. Les femmes représentant plus de la moitié de la population mondiale, il est nécessaire d'adopter une **approche transformative du point de vue du genre**.

Malgré le **rôle essentiel des femmes et des filles dans la réalisation de l'Agenda 2030**, elles continuent d'être exclues des principaux processus décisionnels à tous les niveaux et de subir des inégalités structurelles qui sapent leur autonomisation individuelle et leur contribution collective à la société. Notre collectif de gouvernements locaux et régionaux ressent de plus en plus les impacts pour les **femmes en position de leadership qui sont la cible de réactions, de violences sexistes, de discriminations** et de harcèlement.

Partant du constat de la **crise mondiale du soin**, des inégalités rampantes et de l'opposition croissante aux droits des femmes et des filles, de nombreuses femmes dirigeantes du monde entier ont été les pionnières d'un **changement féministe dans la gouvernance**, qui appelle à placer le **soin, l'égalité, la proximité, la solidarité et la participation** au cœur de l'élaboration des politiques publiques.

Notre mouvement municipal axé sur l'égalité est convaincu qu'une **redistribution du pouvoir et une redéfinition du leadership politique** seront essentielles pour renforcer les institutions démocratiques, qui sont les mieux placées pour garantir que toutes les voix participent équitablement à la prise de décision. Il est indispensable de rétablir la confiance entre les communautés et les institutions publiques, mais cela ne sera possible qu'avec un système **multilatéral remodelé** qui va au-delà des gouvernements nationaux et réunit les gouvernements locaux et régionaux autour de la table ; un système qui reconnaît leur rôle clé dans l'élaboration de politiques et de services publics qui prennent soin des personnes et de la planète, et qui implique les femmes et divers groupes marginalisés non seulement dans les résultats des politiques, mais aussi en tant que co-créateurs ; un système qui



comprend que ce **sont les personnes, et non les profits, qui doivent être au centre de l'attention.**

En effet, en tant que sphère de gouvernement à l'avant-garde de la localisation des ODD, les gouvernements locaux et régionaux jouent un rôle essentiel dans la réalisation de ces changements nécessaires. **La fourniture des services publics locaux est une condition préalable à la réalisation de l'Agenda 2030.** En tant que gouvernements les plus proches de la population et premiers intervenants en temps de crise, les villes et les régions s'engagent à garantir que toutes les communautés, quel que soit leur statut administratif et en prêtant attention aux besoins spécifiques liés au genre des personnes, puissent s'épanouir, en **fournissant des systèmes de protection sociale** comme le logement et les soins de santé, en protégeant les droits, y compris les droits culturels, en fournissant des services publics comme l'eau, l'assainissement, en garantissant la souveraineté alimentaire, la culture, l'éducation, et un environnement propice à des moyens de subsistance prospères.

À cette fin, les gouvernements locaux et régionaux peuvent jouer un rôle clé dans la promotion de l'égalité des genres par le biais de pratiques de gouvernance, en incluant les femmes dans l'élaboration des politiques locales, et en encourageant les services de soin pour lutter contre les normes de genre et promouvoir l'accès aux opportunités pour les femmes et les filles. Il sera également essentiel de réfléchir aux droits et aux services sociaux publics que notre collectif doit protéger et renforcer pour l'ensemble de la société, afin de s'assurer que les plus marginalisés ne sont pas laissés pour compte. Mais cela n'est possible qu'avec **le financement, les ressources, les capacités et les structures de soutien nécessaires.**

Il faut pour cela créer des conditions favorables, par le biais de la décentralisation fiscale et le renforcement des capacités financières et techniques locales au niveau national, **renouveler les régimes fiscaux mondiaux et faciliter l'accès aux possibilités de financement international**, et renforcer les institutions économiques et financières et les mécanismes d'élaboration des politiques, y compris les **processus budgétaires participatifs**, de manière à ce que toutes les personnes - en particulier celles qui ont été et continuent d'être structurellement exclues - soient au cœur de l'élaboration des villes et des territoires.

Par conséquent, nous, les gouvernements locaux et régionaux, dans toute la diversité de nos agendas et priorités, enracinés dans les connaissances locales et les besoins des communautés, appelons collectivement à un changement fondamental dans la coordination multiniveau et le système multilatéral pour la localisation et la réalisation des ODD :

1. Reconnaître que la **pauvreté est le résultat d'une répartition inéquitable des ressources, du travail et du travail de soin**, et d'une architecture financière mondiale qui perpétue les inégalités fondées sur des choix politiques et des intérêts privés inéquitables, avec des conséquences graves pour les femmes et les populations marginalisées telles que les personnes racialisées, les personnes handicapées, et les personnes autochtones



2. Appeler à un **changement dans la manière dont nous mesurons le développement** et le progrès, en nous éloignant du produit intérieur brut (PIB) au profit d'une économie féministe qui met l'accent sur l'inclusion, la prise en charge et la durabilité de la vie.

3. Reconnaître que **les soins sont un droit**, pour toutes les personnes et pour les systèmes écologiques, et soutenir les diverses parties prenantes qui œuvrent à leur réalisation, y compris l'**Alliance mondiale pour le soin**, avec les gouvernements locaux et régionaux qui assurent la redistribution du travail de soin, le soin aux personnes qui prennent soin et la protection sociale **par le biais de systèmes de soins locaux et d'équipements publics, reconnus comme des acteurs politiques clés.**

4. Souligner que **les gouvernements locaux et régionaux sont le moteur de la localisation des ODD**, y compris de l'ODD 5, **grâce à la fourniture de services locaux** et qu'ils doivent être habilités par une autonomie locale accrue et un financement géré de manière démocratique, flexible et participative, en tenant compte des contextes locaux.

5. S'engager à permettre et à accroître la **participation sûre, significative et active des femmes dans toute leur diversité** à la prise de décision et au leadership au niveau local, afin de garantir que leurs expériences, voix et visions puissent jouer un rôle équitable dans le façonnement de nos sociétés actuelles et futures d'une manière véritablement démocratique et inclusive, conformément aux exigences du plan d'accélération mondial pour l'égalité entre les hommes et les femmes.

6. **Promouvoir le municipalisme féministe en tant que moteur de nouvelles formes de leadership politique** et de changement de pouvoir et en tant qu'allié clé et catalyseur du processus d'égalité des genres; en s'efforçant d'assurer l'équité pour les groupes historiquement et systématiquement marginalisés.

7. Insister sur la nécessité d'une réforme de l'architecture financière mondiale et d'un changement profond des valeurs qui sous-tendent le développement par le biais de la **redistribution, la décentralisation, la subsidiarité, la réappropriation des biens communs et la redéfinition du soin.** Repenser le financement et les flux de revenus doit être conduit par une architecture fiscale renouvelée permettant aux gouvernements locaux et régionaux de renforcer leurs propres ressources et capacités pour localiser et accélérer la réalisation des ODD.

8. Souligner que l'élimination de la pauvreté et des inégalités doit aller de pair avec le **renforcement des institutions locales et des structures de gouvernance ainsi qu'avec un financement inclusif**, non seulement dans une perspective de genre, mais aussi sous l'impulsion, à partir de la base, de mouvements répondant au plus près aux besoins des populations : les mouvements féministes et les gouvernements locaux et régionaux. **Nous devons non seulement changer la manière dont nous finançons le développement, mais aussi ce que nous finançons**, qui a le pouvoir de décider, avec quels moyens, et comment cela est (re)distribué et mesuré.

9. Exiger que **la responsabilité de créer des communautés équitables sur le plan du genre incombe à toutes les personnes et à tous les gouvernements**, et que différentes personnes aient des rôles différents et tout aussi importants à jouer. En particulier, les hommes ne peuvent plus se contenter de jouer un rôle secondaire dans la lutte pour



#CSW

#Listen2Cities

l'égalité, tandis que les femmes et les personnes non binaires assument le surcroît de travail.

10. Exhorter le **système des Nations unies, les États membres et la Commission de la condition de la femme à reconnaître le rôle des gouvernements locaux et régionaux et des dirigeantes municipales féministes**, en tant qu'acteurs clés de la réalisation de l'égalité entre les femmes et les hommes, et à garantir leur engagement actif et substantiel dans les processus de prise de décision et de mise en œuvre aux niveaux national, mondial et des Nations unies.

En conclusion, en tant que collectif organisé de gouvernements locaux et régionaux, nous lançons un appel à la communauté mondiale, aux États membres et à la 68ème session de la Commission de la condition de la femme, pour qu'ils poursuivent la transformation radicale de nos systèmes financiers injustes et non durables, et pour qu'ils reconnaissent le rôle essentiel des services publics locaux comme moyen de garantir une politique féministe de soin, de participation et de bien-être, permettant à toutes les personnes et à la planète de prospérer.